

Mettre fin à la Violence politique à l'encontre des femmes

Dans le contexte de la dernière semaine de tensions post-électorales, la Marche Mondiale des Femmes, coordinatrice nationale du Venezuela, prend position sur les regrettables actes de violence qui ont une fois de plus endeuillé la nation.

Nous regrettons que malgré toutes les tentatives du gouvernement vénézuélien de créer des espaces de dialogue et de construction collective du pays souverain et pacifique souhaité par la majorité des Vénézuéliens, le fascisme ait une fois de plus opté pour la voie de la déstabilisation et de la violence.

Comme lors des 30 autres élections précédentes, l'opposition refuse de reconnaître la victoire du peuple révolutionnaire, la légitimité des institutions électorales, le cadre législatif actuel et les mécanismes de règlement des désaccords sur les résultats. Une fois de plus, elle appelle à l'intervention étrangère et l'encourage en concluant des alliances avec des intérêts corporatistes internationaux, comme avec le magnat Elon Musk de X.

Cette fois, ils sont allés plus loin et ont payé des groupes pour attaquer et semer le chaos dans les quartiers populaires, en particulier dans les quartiers traditionnellement favorables à Chávez, affirmant ainsi que le gouvernement vénézuélien n'a pas de peuple pour soutenir sa révolution. Il entend ainsi infliger non seulement des dommages matériels, mais aussi des dommages symboliques et des dommages à la subjectivité du peuple.

En tant que militantes de la Marche mondiale des femmes, nous avons beaucoup réfléchi à la manière dont les guerres profitent aux puissances transnationales et affectent différemment les femmes. En tant que femmes vénézuéliennes, nous avons des traces dans notre corps-âme-esprit de ce qu'a été la résistance à la guerre économique, au blocus et aux sanctions. Il est profondément triste de devoir dénoncer une fois de plus la violence politique dont sont victimes nos camarades, en particulier dans les quartiers populaires. Deux militants populaires ont été enlevés de leur domicile et tués dans la rue et beaucoup sont harcelés par les réseaux, marqués par la diffusion de leurs données personnelles.

Nous soulignons que les soi-disant « comanditos » payés par l'extrême droite vénézuélienne ont mis l'accent sur le harcèlement des femmes leaders communautaires, en essayant d'intimider la base et les leaders communautaires qui maintiennent les programmes sociaux qui fournissent de la nourriture, des services et des politiques publiques visant à atténuer les effets des sanctions sur le bien-être de la population.

Nous savons que la violence politique à l'encontre des femmes ne vise pas seulement à éliminer le leadership individuel, mais surtout à intimider le reste du collectif des femmes.

Nous défendons le droit politique de manifester, mais nous attirons l'attention sur le fait que ce droit ne justifie pas le harcèlement des femmes ayant des idées différentes dans leurs foyers, l'incendie de biens publics, l'attaque d'hôpitaux ou tout dommage aux biens publics, personnels ou communautaires. De même, il n'envisage ni ne légitime le harcèlement, l'intimidation, l'incitation à la haine ou au racisme. Ces actes, loin d'être des manifestations politiques valables, sont des crimes.

Nous soulignons également que de nombreux jeunes impliqués dans les événements violents de la semaine dernière ont été incités et manipulés par le biais des médias sociaux, ainsi que rémunérés directement, et se sont engagés sans vraiment réfléchir aux conséquences de leurs actes. Aujourd'hui, nous sommes solidaires de ces familles, de ces femmes et de ces communautés qui doivent désormais faire face aux conséquences d'une telle insouciance.

Au Venezuela, de nombreux progrès ont été réalisés dans ce que la féministe Argelia Laya a appelé « la plus grande aliénation des femmes » ; dans nos communautés, l'apolitisme qui a été imposé aux femmes pendant des années est combattu et vaincu chaque jour. Les femmes vénézuéliennes progressent dans la constitution d'un sujet politique féminin avec la conscience de leurs oppressions et aussi avec la connaissance de leur pouvoir et de leur rôle dans la transformation de ces oppressions. Dans ces changements de conscience, l'extrême droite, l'impérialisme, voit un danger évident, c'est pourquoi il fait des femmes et de leurs organisations des cibles de violence.

Dans ce contexte, nous demandons justice pour les victimes du fascisme, qui a encore montré les dents. Et une diligence particulière dans la détermination des responsabilités, la rapidité des processus d'administration de la justice et l'application des peines en fonction des crimes commis.

Nous continuons à débattre et à créer des espaces pour reconstruire le tissu social qui a été déchiré depuis un certain temps par les réseaux sociaux et les médias hégémoniques qui prétendent être impartiaux et objectifs, mais dont les contributions à la violence et à la haine entre les Vénézuéliens sont évidentes